Aidspan

Independent observer of the Global Fund

Le nouveau modèle de financement encouragera-t-il l'ambition et l'innovation ?

Le nouveau modèle de financement est l'occasion unique d'influer sur la vitesse de la riposte des pays contre les trois maladies, d'encourager l'innovation et de rattraper le retard accusé dans l'intensification des programmes depuis l'annulation de la série 11 du Fonds mondial.

Cependant, les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF) dans un certain nombre de pays ont observé un manque d'information claire et une confusion inquiétante en ce qui concerne les principales caractéristiques du nouveau modèle de financement. Associer de faibles allocations à cette confusion, en particulier par rapport au manque de transparence sur la « présentation exhaustive des besoins », risque de décourager les pays à développer des plans stratégiques nationaux ambitieux afin d'accroître l'accès de leurs populations aux services de traitement et de prévention.

Dans le cadre du nouveau modèle de financement, les pays reçoivent une enveloppe ou « allocation » initiale, calculée en pourcentage du total des fonds disponibles après la reconstitution des ressources. Un deuxième fonds « d'encouragement » offre des financements par la mise en concurrence des notes conceptuelles les plus solides et ambitieuses. En outre, les demandes pour des programmes de grande qualité qui ne peuvent pas être subventionnées par ces deux méthodes sont enregistrées comme « demandes de qualité non financées » qui peuvent être considérées par le Fonds ou d'autres bailleurs lorsque des ressources additionnelles deviennent disponibles. L'expérience de MSF laisse croire que ces possibilités supplémentaires d'obtenir des fonds pour des programmes de qualité nécessitant plus de ressources que l'allocation sont encore mal comprises.

Dans les pays tels que la République démocratique du Congo (RDC) et la Guinée, la possibilité et même l'opportunité de formuler des demandes au-delà de l'allocation ont été mises en doute. S'il n'existe en fait

aucun plafond dans la mesure où le nouveau modèle de financement vise à encourager la présentation exhaustive des besoins, il a été recommandé à certains pays de réduire la taille de leurs demandes jugées simplement « trop élevées ».

Dans des pays comme le Malawi et le Mozambique, des directives concernant la présentation exhaustive des besoins étaient floues. Les pays connaissant de graves déficits de financement comme le Mozambique pourraient bénéficier de la possibilité de raccourcir la période de mise en œuvre afin de maximiser l'impact d'une allocation limitée, mais ils ont été découragés de le faire ou confrontés à la complexité des modalités pratiques pour y parvenir.

Dans les pays dont les allocations sont nettement inférieures aux besoins actuels, la présentation exhaustive des besoins est particulièrement nécessaire pour permettre à des investissements stratégiques de soutenir des approches très efficaces ou innovantes. Ceci n'est pas possible si les pays et les prestataires d'assistance technique considèrent que l'allocation est la seule source de financement.

Au Malawi, l'allocation couvre à peine les coûts des traitements antirétroviraux, malgré le fait que le renforcement du programme de lutte contre le VIH exigera toute une gamme d'interventions. Au Mozambique, l'allocation a augmenté par rapport aux niveaux de financement précédents, mais elle est bien loin du financement nécessaire pour poursuivre le plan d'accélération du traitement largement reconnu. Les montants annuels des allocations de la Guinée et de la RDC atteignent à peine les niveaux des années précédentes : une période marquée par des contraintes majeures et des retards en matière de financement et de mise en œuvre. Ces deux pays ont rapidement besoin d'un plan de rattrapage pour améliorer le niveau de couverture et de qualité.

Soyons clairs: les faibles allocations au titre du nouveau modèle de financement sont essentiellement dues à l'insuffisance des financements. Elles sont le résultat de la répartition des fonds disponibles. Fondamentalement, le Fonds mondial reconnaît que les allocations ne reflètent pas les besoins réels du pays, ses objectifs ou sa capacité à les réaliser, et que les allocations ne prennent pas en compte les efforts continus de renouvellement des ressources du Fonds mondial et des autres bailleurs.

On a consacré beaucoup de temps et d'efforts à la création de la formule qui génère l'allocation de chaque pays. Toutefois, peu importe le degré de sophistication, la formule ou l'ensemble des critères ne peut compenser un déficit global de financement.

Au mieux, les fonds des bailleurs internationaux destinés à la lutte contre le VIH stagnent. Il peut sembler pratique, du moins pour les bailleurs de fonds, de répondre aux besoins en se réfugiant derrière un modèle fondé sur des allocations qui s'adapte à la diminution de la volonté de payer. Mais le fait de réduire les ambitions et de « dissimuler » les besoins réels des gens dans des demandes de subvention limitées par le financement existant, et non guidées par ces besoins, crée une tendance dangereuse pour le Fonds mondial. Ce serait une acceptation du fait que les besoins urgents des patients sont supprimés de l'équation en faveur du confort des bailleurs de fonds.

La demande est nécessaire pour diriger l'offre, et cette hypothèse se vérifie également dans les systèmes du Fonds mondial comme ailleurs. La demande du pays a été et reste un principe clé qui contribue à la réussite du Fonds mondial et est conservé dans le nouveau modèle de financement. Cette caractéristique qui le distingue des autres institutions de financement est nécessaire pour attirer des fonds supplémentaires. Une présentation exhaustive des besoins permet également aux acteurs de la société civile d'obliger leurs propres gouvernements à rendre des comptes par rapport à leur part de la riposte contre la maladie.

Bien qu'il y ait plus qu'assez d'argent dans le monde pour vaincre les trois maladies, le soutien politique dans ce sens est peut-être en déclin. Si les besoins des personnes sont cachés, la probabilité de

mobiliser les fonds supplémentaires nécessaires est égale à zéro.

Pour éviter que le rôle et les objectifs stratégiques du Fonds mondial soient compromis, toute ambiguïté sur les besoins du nouveau modèle de financement doit être levée rapidement. Au lieu de réduire la demande des pays, ce nouveau modèle devrait être une incitation pour tous à respecter leurs promesses et constituer un cadre de mobilisation des ressources nécessaires à la lutte contre les trois principales maladies mortelles.

Nous encourageons vivement le Secrétariat du Fonds mondial, les partenaires techniques et les autres principaux acteurs à renforcer de manière proactive la qualité du soutien technique pour aider les pays dans l'élaboration de notes conceptuelles qui encouragent l'expression des priorités qui correspondent aux besoins des personnes et qui constituent une présentation exhaustive de ces besoins.

Il n'est pas bon de limiter notre riposte collective à des interventions qui s'inscrivent dans une enveloppe dont tous reconnaissent l'insuffisance. Le déficit actuel des ressources du Fonds mondial ne doit pas imposer une limite au rythme et à l'ampleur des efforts déployés par les pays pour prendre de vitesse les nouvelles infections et les problèmes de maladie liés au sida, à la tuberculose et au paludisme.

Les auteurs Mit Philips et Kerstin Akerfeldt font partie de l'équipe d'accès à la santé/ unité d'analyse et de sensibilisation (« Health Access Team/ Analysis and Advocacy Unit » en anglais) de Médecins Sans Frontières, Centre opérationnel de Bruxelles. Les avis exprimés dans ce commentaire sont ceux de MSF. Pour plus d'informations, veuillez consulter la fiche d'information « Pushing the Envelope-does the Global Fund NFM foster country ambitions ? » disponible en anglais à l'adresse http://www.msf.org/article/msf-issue-brief-pushing-envelope qui présente les points de vue de MSF et les préoccupations actuelles concernant les principaux aspects du nouveau modèle de financement, sur la base des observations de ses équipes dans les pays qui préparent actuellement leurs plans stratégiques et leurs notes conceptuelles pour accéder au financement.

Read More